

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22112 - 82ÈME ANNÉE

## Absence de transparence et refus de partager les fruits de la production

### Filière canne : les planteurs devront-ils porter plainte contre Tereos ?



La crise de la filière canne pose la question du pouvoir économique à La Réunion. Alors que Tereos reste rentable malgré une récolte divisée par deux, les planteurs dénoncent l'absence de transparence sur le partage de la valeur et leur exclusion des décisions. Ils réclament un droit de regard sur une filière largement soutenue par l'argent public. Le Procureur de la République pourrait trouver matière à enquêter sur une

situation constituant un trouble à l'ordre public d'une part en raison du refus de la transparence de Tereos et d'autre part à cause du refus de partager les fruits de la production.

La crise de la filière canne ne résulte pas seulement de la baisse de la production qui est une conséquence. Elle met en lumière un modèle économique et politique qui concentre le pouvoir de

décision entre les mains d'un seul industriel, tandis que les producteurs de la matière première demeurent exclus de la gouvernance.

### Capitalisme réunionnais dépourvu de sentiment national

Lorsque Tereos a racheté successivement les usines de Bois-Rouge et du Gol, profitant des difficultés du capitalisme réunionnais, aucune alternative locale n'a émergé. Pourtant, les industriels réunionnais du rhum, de l'énergie ou de l'agroalimentaire vivent eux aussi de la canne. Pourquoi n'ont-ils pas constitué, avec les planteurs, un tour de table financier pour conserver à La Réunion la maîtrise de cet outil stratégique ? Cette absence de réaction interroge. Elle traduit un capitalisme davantage préoccupé par la rentabilité de ses activités que par la construction d'une véritable souveraineté économique réunionnaise.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que ces entreprises bénéficient largement des politiques publiques : aides nationales et européennes, défiscalisation, dispositifs de soutien à l'investissement. Mais lorsqu'il s'agit de reprendre un actif stratégique ou de partager le pouvoir économique avec les planteurs, aucune initiative n'a vu le jour.

### Prix payé par l'industriel quasiment inchangé depuis plus de 20 ans

L'autre interrogation concerne la rentabilité réelle de Tereos Océan Indien. Les deux usines ont été conçues pour traiter près de deux millions de tonnes de cannes par an. La récolte est aujourd'hui tombée autour d'un million de tonnes. Dans une logique industrielle classique, une telle chute des volumes entraînerait une fermeture de site ou une restructuration majeure. Or les deux usines continuent de fonctionner. Cette réalité nourrit une question simple : si l'entreprise était réellement en difficulté, pourquoi maintient-elle l'ensemble de son appareil industriel ?

Soit les pertes sont compensées par des soutiens publics négociés en raison du caractère stratégique de la filière. Soit la rentabilité demeure suffisante malgré la baisse des volumes, grâce aux revenus tirés des produits de la canne à sucre. Dans les deux cas, une transparence totale sur les comptes apparaît indispensable.

Cette exigence est renforcée par un autre constat : depuis plus de vingt ans, la rémunération versée par l'industriel pour acheter sa matière première aux planteurs au titre de la transformation reste pratiquement inchangée, autour de 40 euros par

tonne de cannes. Cette stabilité pose une question fondamentale : comment est répartie la richesse créée par la canne réunionnaise ?

### Trouble à l'ordre public

Au-delà des comptes, c'est le fonctionnement démocratique de la filière qui est en cause. Les pouvoirs publics consacrent chaque année des moyens financiers considérables à son maintien. Pourtant, ceux qui produisent la matière première n'ont aucun droit de regard sur la stratégie industrielle ni sur les résultats économiques de l'entreprise qui bénéficie de ces soutiens.

Le temps du seul dialogue est dépassé. Pourquoi pas la possibilité d'une action judiciaire afin d'obtenir la transparence sur la gestion de la filière.

Le Procureur de la République pourrait trouver matière à enquêter sur une situation constituant un trouble à l'ordre public d'une part en raison du refus de la transparence de Tereos et d'autre part à cause du refus de partager les fruits de la production.

Une activité stratégique, soutenue par des financements publics et essentielle à l'économie réunionnaise, ne peut fonctionner durablement sans contrôle démocratique ni accès aux informations économiques essentielles. La justice pourrait alors être appelée à apprécier si l'opacité dénoncée est compatible avec les obligations qui s'imposent à une entreprise occupant une position dominante dans une filière d'intérêt général.

Derrière la question de Tereos se dessine en réalité un choix de société : la filière canne doit-elle continuer à être pilotée exclusivement par un acteur industriel privé, ou les planteurs, premiers créateurs de richesse, doivent-ils enfin participer aux décisions qui engagent leur avenir ?

**M.M.**

## Le téléphone mobile principal moyen d'accès aux services financiers pour une grande partie de la population à Madagascar

### Le mobile banking adapté à une population à faibles revenus comme la majorité des Réunionnais

Le succès du mobile banking à Madagascar montre qu'un système financier fondé sur le téléphone mobile peut répondre aux besoins d'une population peu bancarisée et à faibles revenus. Cette expérience interroge La Réunion, où la pauvreté est majoritaire mais où les moyens de paiement restent dominés par les banques françaises. Le développement d'un opérateur réunionnais capable d'offrir des services financiers mobiles pourrait favoriser une inclusion financière mieux adaptée à la réalité de La Réunion.

Sans faire encore partie des tout premiers marchés africains, Madagascar confirme sa montée en puissance dans le domaine du transfert d'argent via téléphone mobile. D'après les données croisées de la Banque mondiale, des banques centrales et du dernier rapport de la GSMA, la Grande Île se situe désormais entre la 13<sup>e</sup> et la 16<sup>e</sup> place en Afrique. Cette progression repose principalement sur le dynamisme des opérateurs MVola, Orange Money et Airtel Money, qui contribuent à l'essor des services financiers numériques.

#### Favoriser une transformation économique

Le téléphone mobile est aujourd'hui devenu le principal moyen d'accès aux services financiers pour une grande partie de la population. L'augmentation constante des transferts d'argent, du paiement des factures et des transactions commerciales favorise une transformation économique tangible, aussi bien dans les villes que dans les zones rurales. Dans les régions peu desservies par les établissements bancaires, le mobile money facilite l'accès aux services financiers et renforce la capacité des familles à faire face aux aléas économiques. Les petites et moyennes entreprises tirent également profit de cette évolution grâce à des paiements plus sûrs, une diminution de l'usage des espèces et une gestion plus fluide de leur trésorerie.

Au-delà de l'innovation technologique, la finance mobile constitue un véritable moteur d'inclusion économique et sociale. Elle favorise l'intégration des femmes, des jeunes entrepreneurs et des populations les plus vulnérables dans l'économie formelle. Dans un contexte où la bancarisation reste limitée mais où l'usage du téléphone mobile est largement répandu, les perspectives demeurent prometteuses. Le développement des services numériques devrait, à terme, renforcer les recettes publiques, améliorer la distribution des aides sociales et soutenir la création d'emplois à l'échelle nationale.

#### Retard à La Réunion

Le succès du mobile banking à Madagascar interroge le modèle bancaire de La Réunion. Alors que la Grande Île a développé des services financiers accessibles grâce au téléphone portable, adaptés à une population faiblement bancarisée et aux revenus modestes, La Réunion demeure totalement dépendante du système bancaire français et de ses moyens de paiement traditionnels pensés pour une classe moyenne qui n'existe pas à La Réunion. Pourtant, une part importante de la population réunionnaise connaît des difficultés économiques comparables voire plus graves à celle de Madagascar. Cette situation pose la question de l'adéquation d'un modèle bancaire conçu pour une économie de type français avec les réalités sociales d'une ancienne colonie. Un système de paiement mobile plus autonome pourrait favoriser l'inclusion financière, réduire les coûts des transactions et limiter la dépendance vis-à-vis des grands établissements bancaires. Une telle évolution nécessiterait toutefois l'émergence d'un opérateur réunionnais suffisamment solide pour assurer des services financiers dans un cadre sécurisé.

*M.M.*

### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Mourong : bon a manzé ! Bon pou soigné

Mézami so matin l'ariv amwin d'ékoute in radio épi toudinkou in sobatkoz la pété. Rant sak i di mourong sé in bon nouritir é sak i di sa lé nil konm nouritir mèm si lé bon konm médikaman. Alor mwin la rapèl in zour mwin la anparl mourong dann in biyé oté é mwin mèm lété étoné konète nout manzé la mizèr — konm i di kékfoi-néna toussa kalité-la. Mwin la fé inn-dé roshèrch é mwin té pa déssu d'sak mwin la trouvé.

Dabor mwin la trouv dopi son rassine, ziska son po-son lékors si zot i vé — an passan par son fèye, son flèr épi son baton é son bann grin na pwin arien pou gaté dann mourong, so plant mirak i sort dann Linn pa tro lwin l'imalaya dann léta Uttar Pradesh. Biensir mi sava pa dir azot tout sak li ansèrv pars mwin lé sirésèrtin mi sava obliye in bonpé zafèr ladan antouléka sak néna in pyé dann son kour, pran swin, antrotien ali, okip ali konm k'i fo pars an rotour li néna pou rann aou.

Dabor li lé bon pou la santé : Pars li lé rish an sel minéro konm magnésium, potassium calcium, vitamine A, B ; C, E.i pé konsome sa an poud, aval lo grin, shof lo kor pou bronchite, soign diabète, li lé diurétik, laksatif, li tir lo rime dsi léstoma, li lé valab pou fé bèss tanssion,. Néna lo rouz épi lo blan mé lé dé lé gayar pou rofé lo kor. Mi arète la mé sak mwin lé sir kan sar fine fé lékspèrtiz in zour son bann kalité pou la santé é pou soign in bonpé maladi si ou néna in pyé mourong dann out kour ou la pa bézwin kongn, dsi la port doktèr tro souvan.

Astèr pou lo manzé i pé manz lo fèye kissoi an brède kissoi an poude, i pé manz lo flèr an fritir konm guèp, manz lo baton pars son grin par anndan sa lé gouté kan li lé tannn. Biensir i pé pa di li lé nil konm manzé pars li néna bonpé kalité : li lé bon, li lé nourissan... Mi koné in kamarad i domann touzour mourong avèk sardine an boîte dann réstoran kan li sava... Sa i vé pa dir lo fèye mourong na pwin son gouté par li mèm é k'i fo arzout sardine pou donn ali lo gou : inn pluss l'ot é sa lé bien vayan touléka.

Alé ! Mi arète la pars mwin lé sirésèrtin bonpé rant zot i koné pliss ké mwin koman i fo manz sa é sirtou sé pou dir si zot néna in pyé détrui pa li, soi zot na pwin plante ali... Si zot i koné pa fé kuir ali aprann é zot nora pwin pou rogrété sirtou ké li pouss konm mové zèrb.

A bon antandèr salu !

Justin